

Brèves de juin 2012

Un autre monde est possible

NOS PROCHAINS RENDEZ-VOUS

Projection débat : « Margin call »

Un film de J.C. Chandor (mai 2012)

jeudi 7 juin à 20h20 au Cinéma « Les 2 alizés » à Dinard

D'après Aureliano Tonet ; Le monde 02.05.2012

En 2008, à Wall Street, au siège d'une grande banque d'investissement, un employé est confondu avec un autre par le service des ressources humaines. La méprise est vite réparée et le licenciement de l'analyste financier Eric Dale peut s'effectuer dans les formes, c'est-à-dire manu militari. Pour écrire *Margin Call*, Chandor s'est inspiré de la faillite de Lehman Brothers de 2008, à laquelle il multiplie les clins d'oeil, mais aussi des témoignages de son père, qui a travaillé quarante ans chez Merrill Lynch.

Il y a six ans, Chandor a vu un projet de film qu'il préparait depuis des années s'effondrer au dernier moment, et l'on sent qu'une part de *Margin Call* vise à exorciser ce traumatisme. Dale se souvient du temps où, ingénieur, il bâtissait des ponts, utiles pour la communauté et construits à la sueur des fronts ouvriers, loin des châteaux de sable de Wall Street.



SUCCES DE LA MANIFESTATION DE FRANCFORT CONTRE LES POLITIQUES D'AUSTERITE

Ce samedi 19 mai, plus de 25.000 personnes ont manifesté à Francfort face à la BCE, à l'appel de mouvements sociaux allemands, rejoints par des mouvements de toute l'Europe malgré un dispositif sécuritaire disproportionné (avec près de 5000 policiers présents), Les manifestants ont dénoncé les politiques d'austérité généralisée en Europe, et plus particulièrement les prétendus «sauvetages» négociés par la Troïka (La BCE, la Commission européenne et le FMI) qui mènent les pays surendettés à la banqueroute économique et sociale. Ils ont rejeté le pacte budgétaire, qui grave dans le marbre des traités ces politiques destructrices, et appelé à une réorientation radicale des politiques européennes.

Selon leur bonne habitude, les médias français se sont généralement montrés d'une remarquable discrétion.

LE COLLECTIF DETTE MALOUIN

LE 27 MAI : DES VOYAGEURS INATTENDUS...MAIS UN VOYAGE REUSSI



Des militants du **Collectif local pour l'audit de la dette publique** se sont retrouvés dans le Jardin des Douves en marge du festival pour présenter en public « L'amour à Cupidon sur Rance » et « La dette dans la bassine »

Surpris, amusés, intéressés, rarement négatifs dans leurs appréciations (soyons objectifs, il y en a eu quelques uns), les promeneurs se sont arrêtés, ont regardé et ont pris le temps de s'informer et de discuter sur les problématiques de la dette. Bref, nous avons été encouragés par leur présence à poursuivre notre action d'information et d'éducation populaire.

Merci à eux



(Vous pouvez voir ou revoir la présentation précédente de ces animations sur Youtube : <http://youtu.be/VOIR7oXSMKM> et <http://www.youtube.com/watch?v=qVnCAItGsk8&feature=share>)

DES DOCUMENTS DE REFERENCE SUR LA DETTE REALISES PAR LE COLLECTIF

- La dette de l'état** : une analyse des évolutions des recettes et des dépenses. Le document présente les étapes de l'accroissement de la dette depuis les années 80, les grandes étapes de la déréglementation bancaire, l'évasion vers les paradis fiscaux, les dérives d'une finance dérégulée à partir du naufrage de la banque Dexia et mène une réflexion sur les perspectives en matière de réforme ou de révolution fiscale
- Les États et la dette** : à partir des exemples de l'Argentine, l'Equateur et l'Islande, le texte fait l'historique des décisions qui ont permis à ces pays de s'opposer aux effets dévastateurs de la spéculation mondiale sur leur dette en mettant en évidence le caractère immoral et illégitime de celle-ci ; il analyse la stratégie employée par ces pays pour faire valoir leurs droits en s'appuyant sur la notion d' « acte unilatéral souverain » garantie par le droit international.
- Le rôle du FMI et de la BCE dans les politiques d'austérité** : l'action de ces deux institutions internationales a été déterminante dans la remise en cause de la souveraineté des États en matière économique et financière, dans la destruction des acquis sociaux au nom de la réduction des déficits et dans les reculs de la démocratie. Le document en étudie le fonctionnement, en démonte les mécanismes ainsi que le système de décision qui ont rendu possibles ces attaques contre les peuples. Il présente des propositions pour restaurer la démocratie au sein de ces deux institutions.
- Les politiques d'austérité** : Le document fait un parallèle entre les politiques d'austérité mises en oeuvre en France et celles menées au plan international par le FMI. Il analyse les effets de la RGPP (révision générale des politiques publiques), les conséquences sur les conditions de vie et présente quelques effets concrets de l'austérité en Bretagne sur le patrimoine de l'État, l'enseignement public, Pôle emploi, ainsi que sur la protection judiciaire de la jeunesse. Il met en lumière les convergences des politiques d'austérité en Europe.
- Les produits financiers à risque souscrits par les acteurs publics locaux** : quelques extraits du rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée Nationale sur les emprunts toxiques souscrits par de nombreuses collectivités. Le document permet de mieux comprendre la complexité de ces produits toxiques et la façon dont les banques ont abusé de la confiance des collectivités voire de leur inexpérience en matière d'analyse financière.

UN JOURNALISTE ENQUETE A JERSEY

Un journaliste de la Tribune, Xavier Harel, a rencontré bon nombre d'acteurs de la "résistance" jersiaise à l'hégémonie financière dont John Christensen, fondateur du Tax Justice Network, dans le cadre d'une enquête pour une émission d'Arte prévue à l'automne. Il prépare un documentaire de 90mn sur l'évasion fiscale et les paradis fiscaux et judiciaires à partir du livre de Shaxson Treasure Islands auquel John Christensen a largement contribué.

Xavier Harel, qui avait contacté le comité Attac local à ce sujet, est notamment l'auteur de « **La Grande Évasion, le vrai scandale des paradis fiscaux** », préfacé par E.Joly et récemment republié en format poche (Actes Sud/Babel). On lira avec intérêt le chapitre 3 "Tourisme Offshore à Jersey" dans lequel il raconte la visite qu'il y fit il y a trois ans lors de l'opération menée par le comité local Attac, avec Oxfam, les Amis de la Terre, Tax Justice Network et nos amis jersiais, et qui avait connu un beau succès médiatique.

COTISATIONS 2012 : ATTAC SUR TOUS LES FRONTS... A BESOIN DE FONDS

Le bureau national d'Attac nous invite à relancer les adhérents pour la cotisation 2012. L'importance et le nombre des actions menées cette année a sérieusement écorné le budget de notre association. Nous vous avons sollicité(e) ces derniers mois pour avancer autant que possible la date de vos versements. Nous ne méconnaissons pas les difficultés dans lesquelles certains d'entre nous peuvent se trouver, mais il est très difficile d'assurer une programmation des actions lorsque les financements restent incertains du fait qu'un nombre significatif de cotisants règlent leur adhésion dans le courant du dernier trimestre. Merci d'avance de votre compréhension.

Bulletin d'adhésion 2012

Pour rejoindre ATTAC, envoyer ce bulletin, accompagné d'un chèque bancaire ou postal, à :

- Comité ATTAC du pays malouin
35, rue Ernest Renan
35400 SAINT-MALO

à l'ordre d'ATTAC

- ou à ATTAC
Service adhésion
60732 Ste-Geneviève
cedex - France

Monsieur Madame Mademoiselle

Nom (en capitales) :

Prénom :

Année de naissance :

Activités (professionnelles et autres) :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone fixe :

mobile :

Adresse électronique :

. J'adhère à ATTAC et verse ma cotisation pour l'année civile 2012 d'un montant de :

13 Euros : de 0 à 450 € ⇒ (Tranche de revenu mensuel)

21 Euros : de 450 à 900 €

35 Euros : de 900 à 1200 €

48 Euros : de 1200 à 1600 €

65 Euros : de 1600 à 2300 €

84 Euros : de 2300 à 3000 €

120 Euros : de 3000 à 4000 €

160 Euros : au-delà de 4000 €

Je ne souhaite pas m'abonner à la revue «Lignes d'ATTAC» et déduis la somme de 12 Euros du montant de mon adhésion.

. J'effectue le règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre d'ATTAC.

Je souhaite que ces renseignements restent confidentiels et ne soient pas communiqués au comité ATTAC de ma ville.